

Duplicate

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAVAL

R E C E P I S S E D E D E P O T

9 PLACE DE LA TREMOILLE
B.P.0415
53000 LAVAL CEDEX
TEL:43 53 06 28

SOCIETE JURIDIQUE DU MAINE

BD DES GRANDS BOUESSAYS- Z.I. SUD
BP 38
53960
BONCHAMP

V/REF : GO GO
N/REF : 92 8 241 / A-732

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LAVAL CERTIFIE
QU'IL A ETE DEPOSE A LA DATE DU 07/07/93, SOUS LE NUMERO A-732,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 25/06/93
DECLARATION DE CONFORMITE
STATUTS MIS A JOUR

TRANSFERT DU SIEGE A / LOIRON 53320 - 32 RUE D'ANDOU- A COMPTER DU 01.06.
1993

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
R.A. EXPANSION
S.A.R.L. (E.U.R.L.)
LE PORTAIL DE LA CROIX
FORGE
53260

R.C.S LAVAL B 389 148 792 (92 8 241)

sté GREFFIER

SOMMAIRE

- ARTICLE 1 - FORME
- ARTICLE 2 - OBJET
- ARTICLE 3 - DENOMINATION
- ARTICLE 4 - DUREE
- ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL
- ARTICLE 6 - APPORTS
- ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
- ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES
- ARTICLE 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS
- ARTICLE 10 - GERANCE
- ARTICLE 11 - ASSOCIES
- ARTICLE 12 - COMMISSAIRES AUX COMPTES
- ARTICLE 13 - COMPTES SOCIAUX
- ARTICLE 14 - REPARTITION DU BENEFICE
- ARTICLE 15 - DISSOLUTION - LIQUIDATION
- ARTICLE 16 - NOMINATION DU GERANT

DN

S T A T U T S

Article 1er - FORME

La société est de forme à responsabilité limitée (E.U.R.L.)

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'achat, la vente, la reprise, la réparation de meubles d'occasion, d'articles ménagers, d'outillage, d'objets mobiliers provenant essentiellement de ventes des domaines, d'adjudications publiques, de saisies, de liquidations... ;

- La gestion des achats au niveau de l'entrepôt, comprenant la réception, le tri des lots et le stockage des marchandises ;

- L'étude, la réalisation, le développement, la formation, la participation et la gestion de toutes activités de conseils, d'actions et de prestations de services auprès des entreprises, ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales sans rien excepter (l'achat, la vente, la fabrication, la location, la réparation...) ;

- La propriété, l'administration, la jouissance et la commercialisation de tous biens ou droits immobiliers ;

- L'achat, la vente, l'édification, la prise à bail, la concession, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles, entrepôts, fonds de commerce et d'industries similaires ou connexes, toutes participations dans semblables entreprises ;

- La création, l'acquisition et l'exploitation sous toutes ses formes directes et indirectes de tous brevets se rapportant à son objet ;

- La prise d'intérêts par voie d'apport, fusion, participation, souscription d'actions, de parts ou d'obligations, ou de toute autre manière dans toutes entreprises ou sociétés se rattachant à son objet social et en général, dans toutes entreprises, commerces ou travaux pouvant apporter une clientèle à son activité sociale ou favoriser les affaires dans lesquelles elle-même ou des filiales auraient des intérêts ;

- Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou simplement susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires de la société en France ou à l'étranger ;

....

NN

- Et, plus généralement, toutes opérations pouvant directement ou indirectement se rattacher à l'objet social ci-dessus énoncé et le rendre plus rémunérateur, que ces opérations soient financières, mobilières, ou immobilières, sans rien excepter.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"R.A. EXPANSION"

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée, ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années qui commenceront à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

LOIRON (53320)
32, rue d'Anjou.

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique.

Article 6 - APPORTS

Il est effectué à la présente société, à sa constitution uniquement des apports en numéraire, à savoir par :

- Monsieur ADRION Rémy
une somme de CINQUANTE MILLE FRANCS,
ci..... 50 000 Frs.

Cette somme a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque "CREDIT AGRICOLE", agence de LAVAL CATHEDRALE, compte n° 10955771000, ainsi qu'il résulte d'un certificat établi par ladite banque le 27 Octobre 1992.

..../....

DM

Cette somme sera retirée par la gérance, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 Frs), et divisé en CINQ CENTS PARTS (500 parts) sociales de CENT FRANCS (100 Frs) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, numérotées de 1 à 500, et attribuées en totalité à Monsieur ADRION Rémy, associé unique.

Article 8 - PARTS SOCIALES

I - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

II - Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société ; les copropriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés ; le nu-propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier, sauf convention contraire signifiée à la société.

III - Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, en cas de pluralité d'associés, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 9-2 pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Article 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

I - Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte sous seings privés ou par acte notarié ; elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi et les règlements.

II - En cas de pluralité d'associés, les parts ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales et sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux cessions de parts à des tiers.

..../....

24

III - La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé.

IV - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 10 - GERANCE

I - La société est administrée par un ou plusieurs gérants, obligatoirement personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. En cas de pluralité d'associés, ce ou ces gérants sont nommés par une décision collective des associés prise à la majorité de plus de la moitié des parts sociales. Cette décision fixe la durée de leurs fonctions.

II - Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément s'ils sont plusieurs, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

III - Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

IV - La rémunération du ou des gérants est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire de ceux-ci. Elle peut être modifiée dans les mêmes conditions.

V - Le ou les gérants peuvent se démettre de leurs fonctions, en prévenant le ou les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

Le ou les gérants sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 11 - ASSOCIES

I - L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

.../...

DR

II - En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, d'un vote par écrit ou d'une assemblée générale.

Toutefois, les associés doivent obligatoirement être réunis en assemblée pour l'approbation annuelle des comptes de l'exercice écoulé ou lorsque la réunion d'une assemblée a été demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

En cas de consultation par écrit, la gérance adresse au dernier domicile connu de chacun des associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés ont un délai de quinze jours, à compter de la date de réception du texte des résolutions, pour faire parvenir leur vote à la gérance. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

En cas de réunion d'assemblée générale, la convocation est faite quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chacun des associés avec mention de l'ordre du jour et des lieu, jour et heure de la réunion.

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient et dispose d'autant de voix qu'il possède et représente de parts, sans limitation.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'un vote par écrit, les décisions collectives doivent être prises :

- a) pour les décisions collectives ordinaires (c'est-à-dire celles n'entrant pas modification directe ou indirecte des statuts) à la majorité de plus de la moitié des parts sociales sur première consultation et à la majorité des votes exprimés, quel que soit le nombre des votants sur seconde consultation ;
- b) pour les décisions collectives extraordinaires (c'est-à-dire celles entraînant directement ou indirectement modification des statuts) à la majorité des trois quarts des parts sociales.

III - Les décisions de l'associé unique ou celles prises par la collectivité des associés sont constatées sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées dans les conditions réglementaires.

....

2-17

Article 12 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

I - Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être désignés par l'associé unique ou par la collectivité des associés statuant aux conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Cette désignation est obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret.

II - Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 13 - COMPTES SOCIAUX

I - Chaque exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice sera clos le 31 Décembre 1993.

II - L'inventaire et les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de l'exercice écoulé sont établis par la gérance.

III - L'associé unique ou la collectivité des associés approuve les comptes et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Article 14 - REPARTITION DU BÉNÉFICE

I - Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital.

L'assemblée générale des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes doivent être prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

II - En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable et peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dans les mêmes conditions que ci-dessus.

.... / ... -

MA

III - La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation par décision de justice.

Article 15 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

I - A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction sauf décision contraire du ou des associés qui désignent alors, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs liquidateurs.

II - Les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent agir séparément.

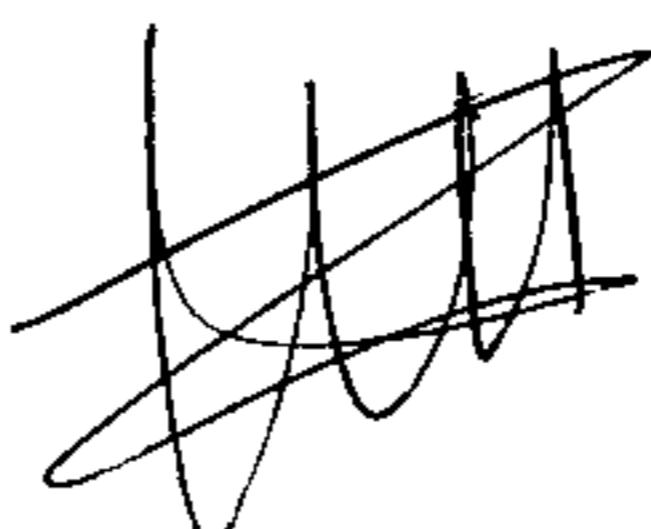
III - Le boni de liquidation, après remboursement du nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 16 - NOMINATION DU GERANT

La société sera gérée par Monsieur ADRION Rémy, associé unique. La durée de ses fonctions n'est pas limitée.

Monsieur ADRION Rémy déclare n'être frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction de nature à lui interdire l'exercice des fonctions de gérant.

Fait à LOIRON,
le 25 Juin 1993



"R.A. EXPANSION"

Société à Responsabilité Limitée – EURL
au capital de 50.000 Francs

Siège social : "Le Portail de la Croix"
53260 FORCE

R.C.S. LAVAL B 389 148 792

=====

PROCES VERBAL DE LA DECISION

DU 25 JUIN 1993

=====

L'an mil neuf cent quatre-vingt-treize,
le vingt-cinq juin à douze heures,

ORDRE DU JOUR :

- 1°) Transfert du siège social ;
- 2°) Modification corrélatrice de l'article 5 des statuts ;
- 3°) Extension de l'objet social ;
- 4°) Modification corrélatrice de l'article 2 des statuts ;
- 5°) Pouvoirs en vue des formalités.

Monsieur ADRION Rémy, intervenant en qualité d'associé unique et de gérant de la société, décide les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Monsieur ADRION Rémy décide de transférer le siège social de la société, actuellement fixé à FORCE (53260) "Le Portail de la Croix", à :

. LOIRON (53320)
32, rue d'Anjou

et ce, avec effet au 1er Juin 1993.

RM

DEUXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la résolution précédente, Monsieur ADRION Rémy décide de modifier corrélativement l'article 5 des statuts, de la manière suivante :

Article 5 – SIEGE SOCIAL (nouvelle mention)

Le siège social est fixé à :

- . LOIRON (53320)
32, rue d'Anjou

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique.

AU LIEU DE :

Article 5 – SIEGE SOCIAL (ancienne mention)

Le siège social est fixé à :

- . FORCE (53260)
"Le Portail de la Croix"

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique.

TROISIEME RESOLUTION

Monsieur ADRION Rémy décide d'ajouter à l'objet social de la société, les activités suivantes :

"– l'achat, la vente, la reprise, la réparation de meubles d'occasion, d'articles ménagers, d'outillage, d'objets mobiliers provenant essentiellement de ventes des domaines, d'adjudications publiques, de saisies, de liquidations... ;

– la gestion des achats au niveau de l'entrepôt, comprenant la réception, le tri des lots et le stockage des marchandises."

et ce, avec effet au 1er Juin 1993.

QUATRIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la résolution précédente, Monsieur ADRION Rémy décide de modifier corrélativement l'article 2 des statuts, de la manière suivante :

Article 2 – OBJET (ancienne mention)

La société a pour objet :

- L'étude, la réalisation, le développement, la formation, la participation et la gestion de toutes activités de conseils, d'actions et de prestations de services auprès des entreprises, ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales sans rien excepter (l'achat, la vente, la fabrication, la location, la réparation...) ;
- La propriété, l'administration, la jouissance et la commercialisation de tous biens ou droits immobiliers ;
- L'achat, la vente, l'édification, la prise à bail, la concession, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles, entrepôts, fonds de commerce et d'industries similaires ou connexes, toutes participations dans semblables entreprises ;
- La création, l'acquisition et l'exploitation sous toutes ses formes directes et indirectes de tous brevets se rapportant à son objet ;
- La prise d'intérêts par voie d'apport, fusion, participation, souscription d'actions, de parts ou d'obligations, ou de toute autre manière dans toutes entreprises ou sociétés se rattachant à son objet social et en général, dans toutes entreprises, commerces ou travaux pouvant apporter une clientèle à son activité sociale ou favoriser les affaires dans lesquelles elle-même ou des filiales auraient des intérêts ;
- Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou simplement susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires de la société en France ou à l'étranger ;
- Et, plus généralement, toutes opérations pouvant directement ou indirectement se rattacher à l'objet social ci-dessus énoncé et le rendre plus rémunérateur, que ces opérations soient financières, mobilières, ou immobilières, sans rien excepter.

Article 2 – OBJET (nouvelle mention)

La société a pour objet :

- L'achat, la vente, la reprise, la réparation de meubles d'occasion, d'articles ménagers, d'outillage, d'objets mobiliers provenant essentiellement de ventes des domaines, d'adjudications publiques, de saisies, de liquidations... ;
- La gestion des achats au niveau de l'entrepôt, comprenant la réception, le tri des lots et le stockage des marchandises ;
- L'étude, la réalisation, le développement, la formation, la participation et la gestion de toutes activités de conseils, d'actions et de prestations de services auprès des entreprises, ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales sans rien excepter (l'achat, la vente, la fabrication, la location, la réparation...) ;
- La propriété, l'administration, la jouissance et la commercialisation de tous biens ou droits immobiliers ;
- L'achat, la vente, l'édification, la prise à bail, la concession, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles, entrepôts, fonds de commerce et d'industries similaires ou connexes, toutes participations dans semblables entreprises ;

(le reste de l'article demeurant inchangé).

CINQUIEME RESOLUTION

Monsieur ADRION Rémy confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait de ses délibérations à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicité et de dépôt au Tribunal de Commerce de LAVAL.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par Monsieur ADRION Rémy.

Rémy ADRION,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "ADRION".

"R.A. EXPANSION"

Société à Responsabilité Limitée - EURL
au capital de 50.000 Francs

Siège social : 32, rue d'Anjou
53320 LOIRON

R.C.S. LAVAL B 389 148 792

DECLARATION DE CONFORMITE

Le soussigné :

. Monsieur ADRION Rémy
demeurant à FORCE (53260)
"Le Portail de la Croix"

Agissant en qualité d'associé unique et de gérant de la société "R.A. EXPANSION", au capital de 50.000 Francs, dont le siège social est fixé à LOIRON (53320) - 32, rue d'Anjou, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LAVAL, sous le numéro B 389 148 792.

A exposé et déclaré ce qui suit :

EXPOSE

Par un procès-verbal dressé en date du 25 Juin 1993 :

* Il a été décidé de transférer le siège social de la société, précédemment fixé à FORCE (53260) "Le Portail de la Croix", à :

LOIRON (53320) 32, rue d'Anjou
et ce, avec effet au 1er Juin 1993.

En conséquence, l'article 5 des statuts a été corrélativement modifié.

* Il a été décidé d'ajouter à l'objet social de la société, les activités suivantes :

"*– l'achat, la vente, la reprise, la réparation de meubles d'occasion, d'articles ménagers, d'outillage, d'objets mobiliers provenant essentiellement de ventes des domaines, d'adjudications publiques, de saisies, de liquidations... ;*

– la gestion des achats au niveau de l'entrepôt, comprenant la réception, le tri des lots et le stockage des marchandises."

et ce, avec effet au 1er Juin 1993.

En conséquence, l'article 2 des statuts a été corrélativement modifié.

L'insertion relative à ces modifications sera publiée dans le journal d'annonces légales " L'AVENIR AGRICOLE" en date du 09 Juillet 1993.

Ces faits exposés, le soussigné déclare et constate que ces opérations ont été réalisées en conformité de la loi et des règlements.

DEPOT DES PIECES

Sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de LAVAL, avec la présente déclaration :

- 2 exemplaires du procès-verbal de la décision en date du 25 Juin 1993 ;
- 2 copies certifiées conformes des statuts mis à jour ;
- Imprimé M2 ;
- 1 copie de l'avis paru dans le journal d'annonces légales ;
- 1 copie du titre juridique.

Fait à LOIRON,
le 06 Juillet 1993

en trois exemplaires

Mr Rémy ADRION,

